

# Le Réseau



BULLETIN DU RÉSEAU DES FEMMES DE LA FIIQ

Vol. 2, no. 1, décembre 2005



Ce bulletin se veut un compte rendu sommaire de la rencontre du Réseau des femmes de la Fédération, tenue les 13 et 14 octobre 2005, sous le thème *L'image corporelle : des stéréotypes à dénoncer*.

À l'ordre du jour, la mobilisation suscitée par l'instauration des tribunaux islamiques et leur impact sur les droits des femmes. Il fut aussi question de la réforme du mode de scrutin. Question d'autant plus importante que la consultation gouvernementale va constituer un moment historique pour les femmes de faire entendre leur voix. L'objectif poursuivi : offrir aux militantes une meilleure compréhension des enjeux de cette réforme et favoriser leur implication dans ce grand débat de société.

Comment passer sous silence la mobilisation autour de la Marche mondiale alors que nous étions à quelques jours de l'arrivée de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité au Burkina Faso, étape finale de son périple autour du monde. Quant au thème principal, les militantes ont pris connaissance des multiples pressions qui enferment les femmes dans une image stéréotypée et sexiste. Elles ont d'ailleurs été invitées à s'impliquer dans une vaste campagne de sensibilisation et d'action.

## Une bonne nouvelle

Le Réseau des femmes fête cette année ses 15 ans. Cet anniversaire coïncide avec une bonne nouvelle : dorénavant, le Bulletin, d'abord destiné aux militantes du Réseau et à leur syndicat, sera diffusé à toutes les membres de la Fédération en vue d'assurer un rayonnement plus large des réflexions et des travaux du Réseau.

C'est au congrès de 1990 que les déléguées ont adopté une résolution visant à mettre sur pied le Réseau des femmes, et ce, afin de créer un lieu de sensibilisation, de solidarité et de mobilisation sur lequel les membres du comité Condition féminine peuvent compter dans la réalisation de leurs mandats. Il regroupe des militantes, engagées et solidaires, qui sont préoccupées de mettre fin aux inégalités qui affectent encore aujourd'hui les femmes et les empêche d'accéder à l'égalité.

Au menu : personnes-ressources qui interviennent sur des problématiques qui constituent des enjeux pour les femmes; échanges en atelier afin de cerner la réalité des membres en lien

avec les thèmes soulevés; dîners communautaires pour renforcer les liens et partager les expériences; sensibilisation à la solidarité et à la mobilisation avec les femmes d'ici et d'ailleurs; approches et outils favorisant la créativité et le suivi (vidéo, pochette de lecture, jeux de rôles, table de livres, etc.). Bref, un lieu privilégié où l'objectif, à travers toutes ces années, est demeuré le même : une vigilance face aux enjeux d'égalité et une préoccupation que les membres,

comme femme et comme soignante, assument leur pouvoir et exercent une influence déterminante là où elles interviennent.



Voici quelques thèmes qui, au fil des ans, ont fait l'objet de rencontres du Réseau des femmes. Pour chacun de ces thèmes, une personne-ressource a été invitée dans le but de développer et d'approfondir la réflexion féministe des militantes du Réseau. Dans certains cas, le thème a été repris lors d'un conseil fédéral, sous forme d'un dîner-causerie ou d'une conférence, pour permettre à la délégation de partager cette réflexion.

Novembre 1990 **Femmes et pouvoir**

Avril 1993 **Soigner au quotidien : une affaire de femmes et d'infirmières**

Novembre 1997 **Santé et virage ambulatoire : enjeux pour les femmes**

Mars 2003 **Les infirmières et le leadership**

Novembre 2004 **Conciliation travail-famille : un défi dans la conjoncture actuelle**



# Les tribunaux islamiques

## Une première victoire

La grande inquiétude suscitée par l'instauration de tribunaux islamiques au Canada avait amené les militantes du Réseau, en mai dernier, à amorcer une première réflexion sur la charia et les droits des femmes. Les débats et la mobilisation que cette question a déclenchés, un peu partout au Canada et ailleurs dans le monde, nous ont amenées à faire le point avec Élahé Machouf<sup>1</sup>, présidente fondatrice de l'Association des femmes iraniennes de Montréal, qui fut grandement impliquée dans la mobilisation entourant cette question.

Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la possibilité de la mise sur pied de tels tribunaux en Ontario. En effet, le gouvernement ontarien songeait à aller de l'avant et permettre l'instauration de tribunaux parallèles afin de régler les litiges familiaux, ce qui avait pour effet de soustraire la communauté musulmane, et particulièrement les femmes, aux lois canadiennes et québécoises. Accepterions-nous l'idée que, dorénavant, on assiste à une jus-

tice à deux vitesses au Canada? Accepterions-nous que les femmes musulmanes n'aient plus accès aux mêmes droits garantis dans les chartes canadienne et québécoise?

### Une résistance s'organise

Une coalition internationale, dont était membre la Fédération des femmes du Québec, s'est alors formée pour suivre de près la décision du gouvernement ontarien et dénoncer ces tribunaux au nom du droit des femmes à l'égalité. Cette mobilisation aura permis qu'on entende les femmes musulmanes dans leur refus d'être assujetties à la charia qui les place sous tutelle. Des actions, partout au Canada et au Québec ainsi que dans plusieurs pays du monde, devant les ambassades canadiennes, ont finalement eu raison de la décision que s'apprêtait à prendre le gouvernement ontarien et le premier ministre McGuinty a fait marche arrière. Nous l'avons échappé belle : le Canada serait devenu, soit-disant au nom du multiculturalisme, le premier pays non musulman à cautionner officiellement la charia.

De son côté, le Québec n'a pas attendu la décision de l'Ontario pour agir. Le 26 mai dernier, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion rejetant sans équivoque l'instauration de tribunaux islamiques en droit de la famille au Québec et au Canada.

C'est une grande victoire. Pour les femmes musulmanes d'abord visées par les tribunaux islamiques, mais aussi pour toutes les femmes canadiennes et québécoises pour qui l'égalité demeure toujours un objectif à atteindre. Mais c'est aussi une grande victoire pour les femmes, à travers le monde, qui subissent la loi musulmane. Plusieurs d'entre elles ont suivi de près la situation, craignant par-dessus tout les reculs inévitables pour elles-mêmes et pour les luttes qu'elles mènent.

Une victoire, certes, mais la plus grande vigilance demeure de mise puisque l'offensive à l'effet de remettre en cause les droits des femmes et les droits humains n'est pas terminée. Devant la montée de l'intégrisme religieux un peu partout dans le monde, il faut s'assurer que les religions



« En tant que Québécoises, serions-nous d'accord pour que nos litiges familiaux soient tranchés par l'Église catholique? »

Élahé Chokrai-Machouf a posé cette question aux militantes du Réseau. Une réflexion à poursuivre...

demeurent une affaire privée et que la société, elle, demeure laïque, fondée sur des droits égaux et universels. Jusqu'à présent, la solidarité avec les femmes d'ici et d'ailleurs a eu gain de cause. C'est au nom de cette solidarité que les militantes du Réseau ont été appelées à réfléchir sur cette question et qu'elles continueront à s'y impliquer.

## Le Réseau

Bulletin du Réseau des femmes de la FIIQ  
Vol. 2, no. 1, décembre 2005

**Responsable politique :**  
Michèle Boisclair

**Révision et coordination de la production :**  
Sara Lapointe, *conseillère, service Communication-Information*

**Rédaction :**  
Lucie Girard, *conseillère, secteur Condition féminine*

Michelle Poirier, *infirmière membre du comité Condition féminine et du Réseau des femmes de la FIIQ*

**Secrétariat :**  
Céline Bourassa

**Conception graphique :**  
Josée Roy, graphiste

**Photographies :**  
Jacques Lavallée  
Jacques Lessard

1. Élahé Chokrai-Machouf est infirmière retraitée et ex-membre du comité Condition féminine de la FIIQ.

## Affaire Bureau

La Fédération a vivement dénoncé les propos tenus par l'avocate Lynda Bureau lors de la représentation sur sentence d'un de ses clients, Frédéric Dompierre. Rappelons les faits : Me Bureau, dans une histoire de viol, a tenté de faire porter la responsabilité de l'agression sur la victime, une jeune fille de 14 ans, en déclarant entre autres : « J'y vois une part de consentement, de responsabilité. Si on accepte d'aller dans un endroit, on prend un risque calculé ou non. » En d'autres mots, culpabiliser les victimes et leur faire porter la responsabilité du crime qu'elles ont subi. On a assisté à un tollé de réactions tant du côté des groupes que du côté de la population. Le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) a pris le leadership en dénonçant publiquement ces propos offensants et sexistes et en demandant au Barreau du Québec de procéder à une enquête.

De son côté, la Fédération a fait parvenir un communiqué de presse et a participé à une entrevue télévisée. Elle a aussi joint sa voix aux nombreux groupes qui appuient les CALACS dans leur requête auprès du Barreau. Comme femmes mais aussi comme professionnelles de la santé, nous continuerons à dénoncer publiquement la banalisation de la violence à l'endroit des femmes et à protester contre les préjugés qui les découragent de porter plainte et ainsi briser le silence.

# Oui à la diversité corporelle!

C'est par le biais d'un atelier que les membres du Réseau se sont penchées sur le thème de l'image corporelle. À partir de photos prises dans divers magazines féminins, elles en ont choisi une et ont exprimé, par une phrase ou un mot, ce que ces photos évoquaient pour elles. Premier constat : les femmes sont jeunes, belles et ne nous ressemblent pas.

En effet, une image invraisemblable et inaccessible est devenue le standard de beauté. Préoccupé par cette tendance troublante et convaincu que des actions sociales et durables s'imposent, le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes (RQASF) a lancé une campagne nationale d'action, en mai dernier, articulée autour de quatre grands axes d'intervention<sup>1</sup>.

## La dénonciation de l'hypersexualisation des jeunes filles

Les jeunes filles sont devenues la cible de l'industrie et elles sont malheureusement moins outillées pour riposter. Représentant 2,4 millions d'individus de 8 à 14 ans au Canada, les préados (tweens) constituent la plus grande cohorte démographique depuis les baby-boomers. Courtisé-e-s par le marché du monde du spectacle, du vêtement, de l'alimentation, de la télévision, de l'éducation, du sport et de la sexualité, ils-elles dépensent 1,7 milliards de dollars annuellement.

**Le RQASF propose donc de sensibiliser les femmes aux enjeux de cette question.** D'abord, en faisant la promotion du contenu de la revue *Audacieuses, le défi d'être soi*, qui a été insérée dans le magazine *Châtelaine* de novembre dernier et qui est aussi disponible en ligne, et ensuite, en proposant de repérer les agents d'influence auxquels les jeunes filles sont confrontées et qui les conduisent à développer des attitudes et des comportements hypersexualisés en vue de les dénoncer.

## L'encadrement des pratiques d'interventions esthétiques

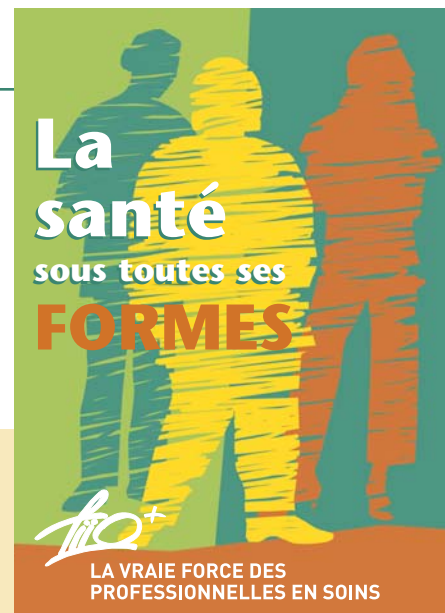
Les femmes ressentent de plus en plus de pression pour remodeler leur corps. Pour être belles, elles doivent être jeunes, sans rides, sans cheveux blancs, minces avec une poitrine généreuse et une bouche pulpeuse. Les femmes sont donc invitées à fournir des efforts pour se rapprocher de cette image : liposuction, augmentation mammaire, « lifting » du visage, etc. Le corps devient ainsi modifiable, manipulable, en d'autres mots un produit de consommation. Il est difficile d'évaluer combien de femmes ont eu recours à ce type d'interventions, les chirurgiens n'étant pas tenus de rapporter les actes liés à la chirurgie esthétique. Cependant, on sait que 80 % des personnes opérées aux États-Unis sont des femmes, alors qu'il n'existe aucun registre au Québec des incidents liés aux interventions esthétiques et pourtant, ils peuvent être nombreux : phlébites, embolie, œdème, etc.

**Le RQASF propose donc la création d'un registre officiel québécois** afin de répertorier les interventions esthétiques et leurs effets.

## La lutte aux publicités sexistes

La publicité sexiste a un impact social important. Elle fait la promotion de valeurs stéréotypées qui véhiculent des normes physiques et comportementales au détriment des femmes. La publicité sexiste peut aussi avoir un impact sur la santé physique et mentale des femmes en contribuant à miner leur estime d'elle-même. Il faut se rappeler que les

Cette publicité de la FIIQ a paru dans le numéro de la revue *Audacieuses, le défi d'être soi*. La Fédération a également contribué à son financement.



femmes effectuent 80 % des achats en Amérique du Nord et détiennent donc un pouvoir économique important. D'ailleurs, la plupart des magazines destinés aux femmes sont avant tout des guides de consommation où la publicité représente 87 % du contenu. Elles peuvent donc utiliser ce pouvoir d'achat pour exprimer leur désaccord avec la marchandisation du corps des femmes.

**Le RQASF invite ici les femmes à dénoncer les produits et les services** qui présentent une image dévalorisante de la femme et à **signer une pétition<sup>2</sup>** en vue d'obtenir du gouvernement une législation encadrant la pratique publicitaire ainsi qu'une loi bannissant l'exploitation du corps des femmes comme valeur promotionnelle lors d'événements publics.

## La réglementation de l'industrie de l'amaigrissement

Au Québec, près de 50 % des femmes ayant un poids normal souhaitent maigrir, 70 % des adolescentes font des efforts répétés pour contrôler leur poids et 30 % des fillettes de 9 ans ont déjà tenté de perdre du poids. La quête de la minceur conduit une femme sur cent à l'anorexie. Les produits amaigrissants remplissent rarement leur promesse.

**Le RQASF demande donc la création d'un comité de travail.** Ce comité aurait le mandat d'identifier les mesures à mettre en place pour assurer un meilleur encadrement de l'industrie des produits et des services amaigrissants en vue de garantir un meilleur contrôle de leur efficacité et de leur innocuité, de leur étiquetage et de leur publicité.

L'image corporelle des femmes pose un problème social important et soulève des enjeux pour la santé des femmes. C'est pourquoi, dans les mois qui viennent, les membres de la Fédération seront invitées, comme femmes, mais aussi comme professionnelles en soins, à participer à cette vaste campagne nationale d'action du RQASF et à appuyer leurs revendications<sup>3</sup>.

Pour consulter le numéro de la revue *Audacieuses, le défi d'être soi* : <http://www.rqasf.qc.ca/AD660-AudacieusesMag.pdf>

1. Cette campagne a été présentée par Lise Goulet, agente de liaison au RQASF, dont la FIIQ est membre. Pour en savoir plus : [www.rqasf.qc.ca](http://www.rqasf.qc.ca).

2. C'est l'organisme La Meute-MédiAction qui est responsable de la pétition *Non à l'exploitation du corps des femmes*. On la retrouve sur leur site Internet : [www.lameute.org](http://www.lameute.org).

3. Cet article est inspiré du *Guide de mobilisation pour la campagne nationale d'action* du RQASF.



# Pour changer le monde

## Une charte mondiale

Une **Charte mondiale** adoptée au Rwanda en décembre 2004, un **relais** organisé pour faire voyager la Charte autour du monde tout au long de l'année 2005, une **courte-pointe** de la solidarité s'enrichissant d'un carré de tissu à chaque pays visité, un **24 heures de solidarité** autour du soleil, à midi dans tous les fuseaux horaires, pour souligner la fin du voyage de la Charte, voilà l'idée un peu folle qui a marché et qui, seulement au Québec, a mobilisé 15 000 personnes un beau samedi de mai.

La Charte mondiale des femmes pour l'humanité fut lancée au Brésil, le 8 mars 2005, point de départ de son périple autour du monde. Partout sur son passage, elle va susciter des actions en vue d'interpeller les gouvernements sur des revendications susceptibles d'amener plus d'**égalité**, de **liberté**, de **solidarité**, de **justice** et de **paix**.

Les membres du Réseau des femmes ont participé à cette journée de mobilisation. C'est avec beaucoup d'émotion qu'elles ont témoigné de leur

expérience, chacune se rappelant ce moment historique. Mais comment comprendre qu'un texte écrit sur un grand tissu, passé de main en main, du Vieux-Port de Québec au Parlement, ait pu émouvoir à ce point? Si ce n'est qu'il portait le rêve, le nôtre et celui de milliers de femmes à travers la planète : **changer le monde!**

Au moment d'écrire ces lignes, la Charte a terminé son voyage au Burkina Faso, le 17 octobre dernier, journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Cette journée était aussi importante pour le mouvement des femmes au Québec. En effet, elle constituait l'échéance pour obtenir des réponses concrètes du gouvernement aux cinq revendications déposées le

8 mars dernier. Chacune d'elles portait l'espoir d'un pas de plus dans la réalisation des valeurs proposées par la Charte. Mais les réponses furent décevantes, à l'image de ce gouvernement : deux comités de travail. Pourtant, ces revendications, issues d'un large consensus, auraient pu améliorer la vie de nombreuses Québécoises. Ce gouvernement sait-il que son arrogance, loin de démobiliser, encourage au contraire à continuer de proposer, sans relâche, des alternatives à la pauvreté et à la violence? Les cinq revendications sont toujours à l'ordre du jour ainsi que la mobilisation : parce que nous croyons qu'un autre monde est possible.

Pour toute information supplémentaire :  
<[www.marchemondialesdesfemmes.org](http://www.marchemondialesdesfemmes.org)>



## 100 voix de femmes pour la démocratie

Depuis près de 40 ans, le mode de scrutin est en discussion au Québec, mais les résistances à sortir des sentiers battus ont eu, jusqu'à récemment, gain de cause. Toutefois, à la suite des élections de 1998, des pressions se font de plus en plus nombreuses pour exiger du gouvernement qu'il propose une réforme du mode de scrutin capable de renforcer et d'enrichir la démocratie québécoise. Des organismes se mettent sur pied en vue de sensibiliser la population aux enjeux d'une telle réforme. Des États généraux sont convoqués, en 2003, et près d'un million de citoyennes et citoyens y participent. Dans la foulée de tout ce brassage d'idées, la population commence à se faire à l'idée qu'un changement est nécessaire et la volonté populaire a suffisamment d'impact pour que tous les partis politiques, lors de la dernière élection, l'inscrivent à leur programme électoral.

Avec Louise Paquet, coordonnatrice du Collectif Féminisme et Démocratie, les militantes se sont penchées sur les enjeux de l'avant-projet de loi sur la réforme du mode de scrutin, actuellement soumis à la consultation populaire, et sur la nécessité, pour les femmes, de se faire entendre sur la participation égale des femmes et des hommes à l'ensemble des décisions politiques. Faut-il le rappeler, plus de 60 ans après l'obtention du droit de vote, les femmes ne représentent, en 2005, que 32 % de la députation québécoise.

Moment historique, pour l'ensemble des Québécoises, de prendre la parole et d'exiger une représentation égalitaire des femmes à l'Assemblée nationale. C'est pourquoi le Collectif Féminisme et Démocratie lance une opération qui vise le dépôt de 100 mémoires

*« Ce n'est pas tous les jours qu'une société se donne l'occasion d'améliorer son mode de scrutin. Il s'agit d'un moment trop important pour le faire à moitié ou pour se contenter de résultats mineurs ou mitigés. La démocratie s'est exercée sans la voix des femmes. Faisons entendre 100 voix de femmes pour la démocratie. »*

Collectif Féminisme et Démocratie

rédigés par des femmes et des groupes de femmes. Avec une représentation de plus de 50 000 femmes, la Fédération présentera un court mémoire lors de la commission parlementaire. Ce mémoire sera disponible sur le site de la FIIQ. De leur côté, les militantes du Réseau ont été invitées à participer aux consultations qui auront lieu dans leur région. Des outils ont été préparés en vue de soutenir celles qui veulent s'inscrire dans cette vaste opération de prise de parole.

Pour plus de détails sur le Collectif Féminisme et Démocratie :  
<[www.feminismeetdemocratie.ca](http://www.feminismeetdemocratie.ca)>



### FÉDÉRATION DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC

**Siège social :** 2050, de Bleury, 4<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 2J5  
Tél. : (514) 987-1141 1 800 363-6541 Téléc. : (514) 987-7273

**Bureau de Québec :** 1260, boul. Lebourgneuf, bureau 300, Québec (Québec) G2K 2G2  
Tél. : (418) 626-2226 1 800 463-6770 Téléc. : (418) 626-2111

Site internet : [www.fiiq.qc.ca](http://www.fiiq.qc.ca) • Courriel : [info@fiiq.qc.ca](mailto:info@fiiq.qc.ca)